



ÉRIC ZEMMOUR

LE 17 NOVEMBRE : LA RÉVOLTE DES FRANÇAIS QUI VOIENT JAUNE

C'est une révolution ? Non, sire, c'est une révolte. On pourrait ainsi retourner le célèbre dialogue qui annonça au roi la prise de la Bastille. Non, la manifestation des « gilets jaunes » ne sera pas une révolution. Le 17 novembre 2018 ne sera pas le 14 juillet 1789. Le monarque élyséen n'a rien à craindre, en dépit des cris poussés par les sans-culottes de la France insoumise et du Rassemblement national. On pourrait même dire que cette révolte n'est qu'une jacquerie, c'est-à-dire une rébellion de manants sans perspective politique ; mais cela la rend d'autant plus grave.

La protestation contre la hausse du prix de l'essence est aussi vieille... que l'automobile. Pendant longtemps, elle fut provoquée par celle du prix du pétrole. Au moins, il y avait une certaine logique. Et puis, le prix de l'essence est devenu une arme au service des idéaux écologiques. C'est en tout cas ainsi que nos gouvernants habillent leurs décisions. Le diesel, voilà l'ennemi ! Il y a quelques années, pourtant, les mêmes nous disaient : le diesel, voilà l'ami ! Allez comprendre. En vérité, les Français ne consomment pas plus d'essence (diesel compris) mais moins. C'est même pour cette raison que l'Etat en augmente le prix. Cela paraît complexe mais c'est simple pour un technocrate de Bercy : plus on achète de l'essence à la pompe, plus on paie de taxes : pour compenser la baisse des recettes fiscales provoquée par la baisse de la consommation d'essence, il faut augmenter son prix ! C.Q.F.D.



Les technocrates de Bercy sont d'autant plus inquiets que la première année du mandat de Macron a vu les dépenses publiques s'envoler de nouveau. On est loin des promesses du candidat de réduire les effectifs de la fonction publique ; mais on est au plus près des électeurs du candidat Macron : les fonctionnaires d'un côté et surtout, de l'autre, les habitants des métropoles qui n'ont pas besoin d'automobile pour se déplacer, bien pourvus en métros, bus, tramways ou encore vélos, voire trottinettes. Les cibles de la politique de Bercy sont les habitants de

cette France périphérique des petites villes qui ont besoin de leurs voitures (souvent au diesel) pour se rendre à leur travail ou conduire leurs enfants à l'école. Comme par hasard, cette France-là n'a pas voté Macron. Elle lui a préféré l'abstention ou Marine Le Pen. Ou, pour les plus âgés d'entre eux, François Fillon. Cette France-là, ce sont ceux qui « fument des clopes et qui roulent au diesel », que brocardait récemment un ministre, à la manière d'Hillary Clinton se gaussant des « déplorables » qui votaient pour Donald Trump. Ce « mépris de classe », qui traduit le retour de la « lutte des classes », est le grand non-dit de cette manifestation des « gilets jaunes » : une « lutte des classes » remise au goût du jour par la mondialisation, qui s'exprime géographiquement, socialement, et électoralement. Une lutte des classes qui est le fil rouge de la présidence Macron, quels que soient les efforts de celui-ci pour le dissimuler.

Eric Zemmour

LA MINUTE PHILO

“BIG BROTHER IS WRITING YOU”

Celui qui a le contrôle du passé a le contrôle du futur. Celui qui a le contrôle du présent a le contrôle du passé. » Cette affirmation d'Orwell éclaire d'une lueur singulière les polémiques byzantines auxquelles les commémorations liées à la Première Guerre mondiale ont donné lieu. Si, comme l'affirme Héraclite, « le conflit est le père de toute chose », les affrontements sont au cœur de l'Histoire. Il en surgit toujours un vainqueur provisoire auquel un contrôle du

présent échoit nécessairement. Les formes de cette domination sont multiples, mais il en est une qui a la faveur des puissants : le contrôle du passé. D'où l'importance de son écriture, qui permet de le reconstruire à son image. De le modeler à sa convenance. Or, l'histoire n'est-elle pas cette discipline dont l'objet est le passé qu'elle cherche à connaître et, in fine, à écrire ? Mais, aussi vertueux soient-ils, les historiens ne sont-ils pas condamnés à voir le passé

avec les yeux du présent, donc à l'écrire même ? L'histoire comme discipline interprétant les conflits ne devient-elle pas alors un champ de bataille où règne le conflit des interprétations ? Et la vérité historique peut-elle être autre chose que le triomphe d'une interprétation devenue doxa dominante ? Ce qui expliquerait comment et pourquoi l'historien, parce qu'il fait l'histoire en l'écrivant, contrôle le futur autant que le présent.

Paulin Césari